Communiqué de presse pour diffusion immédiate

SCANDALE AU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT DU QUÉBEC

LA COALITION VERTE DEMANDE UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

Montréal, le 14 février 2020

Rebondissement étonnant en Cour supérieure du Québec, le ministère de l'Environnement du Québec a admis qu'il n'avait jamais refusé une demande de certificat d'autorisation de la part d'un promoteur. **Jamais !!**

Le Ministère a fait cet aveu lors des procédures d'injonction de la Coalition Verte pour mettre un terme à la destruction des milieux humides du Technoparc. Ces milieux humides abritent la plus grande variété et la plus grande densité d'oiseaux sur l'ile de Montréal et comptent parmi les meilleurs sites d'observation de la province.

Le ministère de l'Environnement avait livré des certificats d'autorisation permettant la mise en valeur du Technoparc sur la base de décomptes d'oiseaux faits par le promoteur en plein hiver, lorsque le nombre d'oiseaux et les variétés sont à leur plus bas. Le Ministère n'a pas demandé d'autres études et a même essayé de cacher ces études.

L'aveu du Ministère met au jour un terrible scandale au cœur même de l'administration appelée à protéger notre environnement. Nous savons maintenant que cette administration travaille pour les promoteurs et non pour l'environnement ni pour le public.

La Coalition Verte demande une enquête publique immédiatement afin d'examiner la procédure de livraison des certificats d'autorisation du Ministère et de revoir la validité de tous les certificats déjà émis; elle demande aussi un moratoire immédiat de la livraison de nouveaux certificats jusqu'à ce que l'enquête soit terminée et la procédure de livraison corrigée.

Les audiences au sujet de l'injonction de la Coalition Verte se sont terminées aujourd'hui et nous attendons désormais la décision du juge. La Ville de Montréal et le ministère de l'Environnement peuvent encore changer le cours des choses. La Coalition Verte implore la Ville d'abandonner le projet du Technoparc et de réparer les dommages à ce jour et demande au Ministère d'annuler les certificats d'autorisation émis aux promoteurs.

-30-

Pour plus d'information, veuillez communiquer avec :

Campbell Stuart

For Immediate Release

SCANDAL AT THE QUEBEC MINISTRY OF ENVIRONMENT
THE GREEN COALITION CALLS FOR A PUBLIC INQUIRY

Montreal, February 14, 2020

In a stunning development, Quebec's Ministry of the Environment has admitted in open court that it has never refused a developer's request for a Certificate of Authorization. **Never!!**

This admission was made during the Green Coalition's injunction proceedings to stop the destruction of the Technoparc wetlands. These marshes are home to the largest variety and density of birds on the Island of Montréal and are near the top of the list for the whole province.

The Ministry of the Environment issued Certificates of Authorization permitting development on Technoparc based on bird counts conducted by the developer in the dead of winter, when numbers and varieties are at the lowest possible ebb. The Ministry did not require any other studies, and even tried to keep these ones secret.

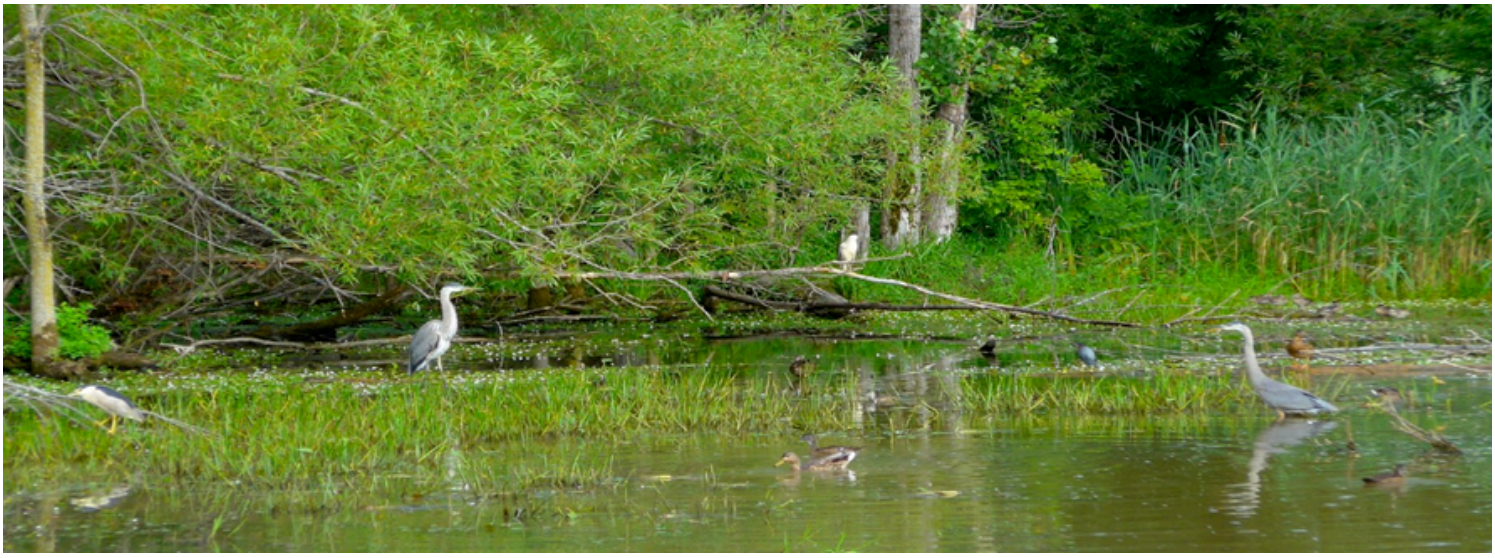
The Ministry's admission reveals a terrible scandal at the heart of our environmental protection bureaucracy. We now know that it works for developers, not for the environment and not for the public.

The Green Coalition demands an immediate public investigation into the Ministry's procedures for issuing Certificates of Authorization, including a review of the validity of all Certificates already issued and an immediate moratorium on the issuance of new Certificates until the inquiry is finished and the procedures are corrected.

The court hearings on the Green Coalition's injunction concluded today and the case now awaits judgment. There is still time for the City of Montréal and the Minister of the Environment to do the right thing. The Green Coalition calls on the City to abandon the Technoparc development and reverse the damage already done, and calls on the Minister to rescind the Certificates of Authorization already issued to the developers.

-30-

For more information contact: Campbell Stuart



Petit Marais Hubert Reeves - Courtesy Hubert Gendron 2015 - avant la destruction